

Seul le texte prononcé fait foi

**Célébration de l'indépendance vaudoise  
Société vaudoise des officiers, 24.01.11**

**Intervention de  
Pascal Broulis**

Mesdames, Messieurs,

Se retrouver pour la commémoration d'une date historique incite naturellement au bilan.

Demeurons-nous dans la voie ouverte par nos pères ? Où en sommes nous aujourd'hui ? De quelle manière aborder l'avenir ?

Vastes questions, mais il est partiellement possible d'y répondre simplement.

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, le canton de Vaud va bien.

Notre dynamisme économique est soutenu, notre cohésion sociale est bonne, nos dialogues internes – politiques et institutionnels – sont intenses, forts, et, je le crois, productifs.

Nous avons de l'élan, de la visibilité, des projets.

Nous devons nous demander en revanche si notre chemin ne s'est pas sérieusement mis à dévier.

Mesdames et Messieurs, le 24 janvier 1798 fut un jour d'indépendance.

Ce fut le début d'un trajet vers la liberté individuelle, inséparable de ces autres valeurs fondatrices que sont la solidarité et responsabilité.

Or, cette liberté est aujourd'hui en danger

Le péril n'est pas institutionnel.

L'Etat, à aucun niveau, ne comploté contre ses citoyens.

Si la diplomatie use du secret, n'en déplaise à Wikileaks, c'est parce que la défense des intérêts nationaux le recommande.

Si des zones urbaines sont scrutées par des caméras c'est pour que leurs résidents puissent vaquer en paix.

Mais qu'en est-il de la pluie d'interdits sectoriels – réclamés ou déjà obtenus – par des groupes de pressions se focalisant sur des objectifs particuliers ?

Au nom de la prévention, au nom de la précaution, on corsète toujours davantage les comportements.

On cherche à faire entrer les individus dans un moule étroit.

Il faudra bientôt une carte d'Etat-major pour savoir encore où l'on peut librement chausser ses raquettes ou ses peaux de phoque.

Un « formel » pour se mettre au volant, après avoir – réglementairement – enfermé ses cigarettes dans la boîte à gants.

Un ordre de mission pour toucher un 4x4.

A quand la dispense médicale pour ne pas ingurgiter quotidiennement ses six fruits et légumes ?

L'école de section devant son immeuble pour se mettre en forme avant d'aller au travail ?

Le garde-à-vous dans les trains pour y prendre moins de place ?

Je plaisante à peine.

Le Grand Conseil vaudois qui se voit régulièrement proposé d'oublier la cohérence des assiettes fiscales, était supposé régler la semaine dernière celle des écoliers.

Heureusement, il a refusé.

C'est à n'y rien comprendre.

Alors que l'armée a depuis belle lurette fait sa mue et forme des soldats qui réfléchissent, c'est le citoyen qu'on aimerait transformer en robot.

Au nom de la prévention bien sûr, des rassurantes précautions, du douillet cocon de la prise en charge.

Mais les interdits ne favorisent en rien la cohésion sociale, ils aiguïsent les revendications égoïstes.

Ainsi, de nombreux combats se profilent

Il s'agira bientôt de garder ouvertes à notre économie toutes ses options énergétiques, y compris celle de la force nucléaire ;

Toutes ses options de transport aussi, en ne déshabillant pas la route pour habiller le rail, comme le voudraient certains.

Il ne faudra pas céder aux sirènes qui prônent rabais d'impôts ou salaires minimaux, tout en voulant priver le canton des ressources de l'impôt sur la dépense.

Il faudra encore rappeler que c'est la citoyenneté suisse qui donne le droit de vote vaudois, et non le simple choix, fut-il ancien, de résider dans ce pays.

Et puis, il nous est bientôt proposé de retirer leur arme aux soldats qui ne sont pas en service.

Petite chose en apparence.

La réalité militaire ne réclame plus de s'en aller armé rejoindre son contingent.

Mais qu'en est-il de l'engagement ?

Je le demande aux officiers que vous êtes :

Quel degré de confiance retirerait-on aux citoyens en ne leur confiant plus, même symboliquement, leur moyen de défense ?

Quelle responsabilité leur enlèverait-on ?

C'est à cette aune-là qu'il faut juger le projet.

Je refuse pour ma part de me méfier de tous au nom du possible danger de quelques-uns.

Je n'écornerai pas le contrat passé entre le pays et ses citoyens-soldats.

Défendre ici la liberté individuelle revient aussi à prendre en compte la liberté collective, première préoccupation de l'armée, que vous représentez.

On ne cesse de nous décrire cette armée en crise, et sans doute est-elle assaillie de questions.

Mais ce n'est pas parce que les menaces se font diffuses et difficiles à cerner que l'institution a perdu sa valeur.

Quand une armée ne sert pas, cela montre que les problèmes ont heureusement pu être résolus autrement.

Cela ne dit rien des difficultés futures.

Et notamment de la solidarité entre nations, qui s'exerce en étant capable de se défendre, et d'aider les autres.

Je crois, dans cette vision large, que c'est une erreur de s'interdire les engagements de paix à l'étranger.

Je crois aussi que notre armée, certainement adaptée, mais nullement révolutionnée, a de l'avenir.

La milice, c'est l'assurance de trouver dans les rangs des savoirs variés et précieux, que l'Etat ne pourrait autrement que difficilement s'offrir.

La milice c'est aussi un élément constitutif de l'alliance entre liberté, solidarité et responsabilité que nous célébrons aujourd'hui.

Elle aux origines de la Suisse moderne.

Elle est aux racines de l'indépendance vaudoise.

Elle est actuelle pour longtemps.

Merci de votre attention.

Pascal Broulis